

Les actualités de **AVRIL 2020** | J+25



Suivant les recommandations du gouvernement, l'équipe du CAUE 37, ainsi que celle de l'ADAC 37, télétravaille pour continuer à vous conseiller.

L'équipe est joignable par mail aux adresses habituelles de vos correspondants ou à l'adresse : caue37@caue37.fr.



Les architectes conseillers du CAUE 37 continuent d'accompagner gratuitement les particuliers ayant un projet immobilier.

Adressez directement vos demandes à caue37@caue37.com en précisant:

- **votre Nom et numéro de téléphone**
- **Nature de votre projet** : construction neuve, extension, aménagement intérieur, changement de destination...
- **Adresse complète de votre projet**
- Le projet est-il situé dans le périmètre de protection d'un monument historique inscrit ou classé ?
- Époque de construction du bâtiment existant : Maison ancienne = avant XX^e siècle / Maison récente = après guerre

Préparez l'après COVID-19 !

**Vous habitez en Indre-et-Loire.
Vous souhaitez construire,
agrandir ou transformer votre
maison ou votre appartement ?**

A réception de cet e-mail, un.e architecte du
CAUE 37 répondra à la demande par e-mail
ou par téléphone selon la nature de la demande
et les informations qui auront été fournies.

Dans ce contexte de confinement, l'équipe vous propose également quelques activités à pratiquer sereinement !

Nous n'oublions évidemment pas que nombre d'entre vous sont au travail dehors pour faire en sorte que le présent soit supportable et que l'avenir s'ouvre sur de nouvelles perspectives !

Prenez soin de vous et de vos proches !

CONFINEMENT



BRICOLAGE > PEINTURE DES MENUISERIES

☆ **FENÊTRES _ CONTREVENTS _ PORTES _ PORTES DE GARAGE
... mais aussi FERRURES _ PENTURES & SERRURERIES**

Les jours rallongent et la température nous permet encore d'avoir des activités conséquentes. Le confinement peut éventuellement vous offrir le temps nécessaire à un tel chantier ou tout au moins l'envie d'y

réfléchir... Alors pour vos extérieurs, pensez couleurs !

Le cadre de vie architectural et paysager dans lequel nous évoluons est le fruit des pratiques et savoir-faire des générations qui nous ont précédés. Ce legs d'une grande diversité constitue une richesse et participe à l'identité de notre territoire qu'il est souhaitable de préserver.

Les matériaux et les couleurs utilisés changent en fonction des régions, des époques et diffèrent selon le type de bâtiment.

La peinture dont le rôle est de protéger les menuiseries en bois, est une constituante à part entière de cette identité. Sa nature et ses teintes définissent le caractère architectural de votre maison.

Que choisir ? Couleur, peinture, finition. Mais aussi les démarches administratives à effectuer !

SUIVEZ LE GUIDE !



LES RÈGLES FUNÉRAIRES adaptées en raisons des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de COVID-19

_ Principales dispositions

Le droit commun en matière funéraire ne change pas et reste la règle générale « *privilegiée* ». En particulier, il n'est pas possible « *d'interdire l'accès au service extérieur des pompes funèbres aux personnes décédées du covid-19* », car cela serait constitutif d'une « *discrimination* ».

Mais des règles spécifiques ont été édictées qui doivent s'appliquer « *lorsque les circonstances locales le justifient* ». Le décret permet plusieurs dérogations au droit commun.

La première porte sur l'article R.2213-7 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), qui dispose que le « **transport avant mise en bière du corps d'une personne décédée vers son domicile, la résidence d'un membre de sa famille ou une chambre funéraire** » ne peut se faire sans une déclaration écrite préalable effectuée auprès « **du maire du lieu de dépôt du corps** ». Cette



Enfin, « ***lorsque le corps doit être transporté hors de la commune de décès et qu'aucun membre de la famille n'est présent (conditions cumulatives)*** », le décret prévoit qu'il **n'est plus nécessaire que les personnes habituellement habilitées** (policier, gendarme, maire, adjoint, garde champêtre ou policier municipal) **procèdent à la surveillance de la fermeture du cercueil ni y apposent les scellés**. En revanche les opérations de surveillance sont toujours **maintenues lorsque le corps est destiné à la crémation**.

_ Permettre l'accès aux cimetières pour les opérations funéraires

déclaration préalable n'est plus nécessaire pendant l'épidémie. De même, il n'est plus nécessaire de procéder à une déclaration préalable auprès du maire **avant le transport d'une commune à une autre après la fermeture du cercueil.** Dans les deux cas, une déclaration devra toutefois être adressée au maire « *au plus tard un mois* » après la cessation de l'état d'urgence sanitaire.

Les délais imposés par les articles R.2213-33 et R.2213-35 du CGCT sont également assouplis (**l'inhumation, le dépôt en caveau ou la crémation** doivent avoir lieu au moins 24 h et au plus 6 jours après le décès). Ces délais peuvent à présent être dépassés sans accord du préfet « *dans la mesure nécessaire au regard des circonstances* ». Le délai **ne peut toutefois dépasser 21 jours, sauf dérogation du préfet.**

De plus, contrairement aux dispositions habituelles, qui obligent l'**officier d'état civil à transmettre l'autorisation de fermeture du cercueil** « *sur papier libre* », cette autorisation peut, pendant l'épidémie, être transmise « **par voie dématérialisée** ».

Un arrêté du ministre des Solidarités et de la Santé, paru le même jour, implique que les **soins de thanatopraxie sont désormais interdits pour les personnes décédées du covid-19.** En revanche, la maladie n'a pas été intégrée dans la liste de celles qui justifient une mise en bière immédiate en cercueil hermétique. « **La mise en bière en cercueil simple (...) autorise la crémation** ».

Les cérémonies liées aux obsèques ne sont pas interdites, mais elles sont très encadrées : elles entrent dans le cadre général de l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes et de l'interdiction des déplacements, sauf, notamment, déplacements pour motif familial impérieux. **Dans les lieux de culte, le nombre de personnes admises à participer à une cérémonie funéraire est au maximum de 20.**

Pendant les cérémonies, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale doivent impérativement être respectées. Le maire, au titre de son pouvoir de police générale et de son pouvoir de police spéciale des funérailles et des cimetières, a la possibilité de durcir ces mesures.

L'accès aux cimetières est, dans bien des communes, interdit au public au même titre que les parcs et jardins. Néanmoins, précise le ministère, l'accès au cimetière par les opérateurs doit pouvoir se faire « *de manière fluide* ». Les interdictions d'accès ne doivent donc en aucun cas empêcher les opérateurs d'accéder au cimetière. La DGCL, dans sa note, suggère aux communes, « **comme cela peut se prévoir dans un plan communal de sauvegarde, d'indiquer aux opérateurs funéraires les coordonnées d'un responsable à même de faciliter l'accès au cimetière pour les inhumations** ».

+ EN SAVOIR PLUS +

LE GUIDE DE REPRISE DES CHANTIERS DU BTP EST SORTI !

Les conditions de reprise des activités du BTP dans le contexte de crise sanitaire causée par l'épidémie de **Covid-19** figurent dans un guide élaboré par les partenaires sociaux, l'OPPBTB et l'État.

Les entreprises du BTP qui le souhaitent peuvent désormais reprendre le cours de leur activité, à condition de respecter les mesures sanitaires édictées dans [le guide de l'OPPBTB](#), validé par les instances gouvernementales et les quatre principales fédérations du bâtiment.



A noter que ce guide ne fait pas l'unanimité.

+ EN SAVOIR PLUS +

CONTRATS PUBLICS : adaptation des règles de procédure et d'exécution pendant l'épidémie de COVID-19

- **avenants** pour les contrats arrivés à échéance entre le 12 mars et le 24 juillet au-delà de la durée prévue du contrat lorsqu'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre,

L'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 concerne les contrats soumis au code de la commande publique (marchés publics et concessions) et les contrats publics qui n'en relèvent pas, en cours ou conclus durant la période du 12 mars jusqu'à la fin de l'état d'urgence (le 24 mai 2020) augmentée de 2 mois, soit jusqu'au 24 juillet 2020 pour le moment.

_ Principales mesures

- **prolongation des délais de réception des candidatures et des offres** dans les procédures en cours d'une durée suffisante si cela est rendu nécessaire par l'épidémie,

- **versement de l'avance** porté au-delà du montant maximum de 60%,
- **non-application des pénalités** s'il est impossible d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou d'un contrat
- possibilité pour l'acheteur de conclure un **marché de substitution** avec un tiers pour satisfaire les besoins urgents.

+ EN SAVOIR PLUS +

+ L'ORDONNANCE +

+ FICHE TECHNIQUE DAJ +

+ QUESTIONS / RÉPONSES +

ACHETEURS PUBLICS : LES MARGES DE MANOEUVRE DÉTAILLÉES PAR BRUXELLES

Après la Direction des affaires juridiques de Bercy qui a récemment publié [une foire aux questions](#), c'est au tour de la Commission européenne de décrire les possibilités offertes par la réglementation pour permettre aux acheteurs publics d'affronter la crise sanitaire.



Cette dernière a publié au Journal officiel de l'Union européenne une communication intitulée « [Orientation de la Commission européenne sur l'utilisation des marchés publics dans la situation d'urgence liée à la crise Covid-19](#) ». A noter qu'elle se concentre sur la passation des **futurs marchés. (Réduction des délais, procédure négociée sans publication** lorsque l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles pour le pouvoir adjudicateur ne permet pas de respecter les délais des procédures ouvertes, restreintes ou concurrentielles avec négociation.)

+ EN SAVOIR PLUS +

ET AUSSI



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COLORIAGES > Gallica _ BnF

☆ **Plusieurs millions de documents consultables et téléchargeables
... pour les petits et les grands aussi !**

A travers le coloriage, les illustrateurs invitent souvent l'enfant à découvrir le monde qui l'entoure, en se mettant à sa hauteur. La géographie est abordée dans des séries comme « Le tour du monde du petit coloriste » chez Henri Laurens dans les années 20. Les paysages (villes, montagnes, prairies, scènes bucoliques avec moulins, rivières et ponts) sont également très présents. Certains titres plantent ainsi le décor d'une petite histoire, qui accompagne le coloriage : une fois la mise en couleurs terminée, c'est un album presque comme un autre que l'on a entre les mains. Parfois, en complétant le dessin, l'enfant peut agir sur la narration.

DÉCOUVRIR ... c'est gratuit !

.....



Photo : Bernard Stiegler © Joseph MELIN pour La Croix

LECTURE > la vocation philosophique comme endurance de l'après-coup

☆ *Passer à l'acte* de Bernard STIEGLER

Paru en 2003 aux éditions Galilée, cet ouvrage du philosophe Bernard Stiegler explique comment il a été conduit à ***Philosopher par accident*** *. L'accident a consisté en 5 années d'incarcération qu'il a consacré à la "pratique philosophique". Il décrit ainsi comment ce passage à la réclusion a enclenché le mouvement que constitue l'action de philosopher, ce voyage intérieur où se mêlent intériorité et extériorité.

Dans le fil des journées qui se succèdent et se ressemblent, il structure son quotidien par l'alternance d'activités intellectuelles et physiques, en tenant de fait toute relation sociale à distance, y compris à l'intérieur de la prison. "*En suspendant son action en extériorité*", Bernard Stiegler a -il en convient- préparé "*l'après-coup*", autrement dit les décennies qui ont suivi ces 5 années de réclusion et qui lui ont, entre autres, permis de bâtir une oeuvre et une vie philosophique qui interpellent sans relâche ses contemporains.

* *Philosopher par accident* _ de Bernard Stiegler _ éditions Galilée, 2002

lundi

30.03.20



[Opinion]

SOCIÉTÉ

Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise

Par **Bruno Latour**

PHILOSOPHE ET SOCIOLOGUE

—

Si tout est arrêté, tout peut être remis en cause, infléchi, sélectionné, trié, interrompu pour de bon ou au contraire accéléré. L'inventaire annuel, c'est maintenant qu'il faut le faire. A la demande de bon sens : « Relançons le plus rapidement possible la production », il faut répondre par un cri : « Surtout pas ! ». La dernière des choses à faire serait de reprendre à l'identique tout ce que nous faisions avant.

OUTILLAGE > *exercice pour préparer l'après crise sanitaire*

☆ **Attention : ceci, n'est pas un questionnaire, il ne s'agit pas d'un sondage. C'est une aide à l'auto-description. Bruno LATOUR**

UN OUTIL pour aider au discernement

Copyright © 2020 CAUE37, tous droits réservés.

Notre adresse :

CAUE37
34 place de la préfecture
Tours 37000
France

Add us to your address book

[Vous désinscrire de cette liste](#) [Transférer cette lettre](#)

